Italie – Bologne fait entendre la voix de ses morts : « Fini l'insécurité »

vendredi 12 avril 2024, par TECLEME Lorenzo (Date de rédaction antérieure : 12 avril 2024).

Travail dissimulé . Cortège et place remplie avec l'évêque Zuppi qui prend la parole depuis l'estrade. Mais le PDG d'Enel nie toute responsabilité : pas de système de sous-traitance.

Bologne, la tête du cortège contre les morts au travail photo de Michele Lapini/Ansa

Des milliers de personnes dans les rues, les représentants des autorités au premier rang et une banderole « Ça suffit » pour ouvrir le cortège. Hier, l'Italie regardait dans deux directions à la fois. Vers les Apennins, où les secouristes ont continué toute la journée à rechercher les disparus de l'explosion de Bargi. Et vers Bologne, où les syndicats ont rempli la place centrale sous l'effet de l'indignation suscitée par le carnage à la centrale hydroélectrique. Au moment même où le cortège termine son parcours, les agences de presse annoncent la découverte de deux nouveaux cadavres dans les profondeurs de la centrale.

En fait, la grève a été appelée à l'échelle nationale. Mais c'est dans la capitale de l'Émilie que la mobilisation a été la plus forte. La centrale hydroélectrique Enel Green Power, où au moins cinq personnes ont perdu la vie, se trouve à moins d'une heure de route du centre-ville. Cette initiative avait été lancée il y a plusieurs semaines par la CGIL et l'UIL. Elle devait durer quatre heures et se concentrer sur la fiscalité, en opposition aux mesures du gouvernement. En Émilie-Romagne, dans le secteur de la construction, parmi les travailleurs d'Enel et sur de nombreux sites métallurgiques, la grève a été portée à huit heures. Et la question centrale, inévitablement, était celle des morts au travail.

Alessia Vittozzi arrive sur la Piazza Maggiore avec un drapeau bleu de l'Uil à la main. Elle est technicienne de prévention au Département de la santé publique. « Je suis ici parce que je ne peux pas rester silencieuse devant cette nouvelle tragédie », explique-t-elle. « Les entreprises ne peuvent pas considérer la sécurité comme un simple risque lié à leur activité, elles doivent au contraire construire leur activité autour de la sécurité ». Antonella Amianti, quant à elle, est couverte d'emblêmes rouges de la CGIL. Elle est élue Fiom Rsu à l'Ima d'Ozzano dell'Emilia, une entreprise de métallurgie qui fabrique des machines pour le secteur médical et l'industrie agro-alimentaire. « Je fais la grève pour la dignité des travailleurs, pour qu'on la récupère. Il y a trop d'accidents, et même des accidents dramatiques, et comme par hasard, ce sont toujours des contrats, des sous-contrats, des super-contrats ».

DES CONTRATS, EN EFFET. C'est le thème politique du jour. La moitié des travailleurs impliqués dans l'accident de Bargi, et la plupart des victimes, n'étaient pas des employés d'Enel, mais des ouvriers professionnels engagés par des entreprises extérieures. Le PDG d'Enel Green Power, Salvatore Bernabei, a défendu l'entreprise lors d'une conférence de presse. "Il n'y a pas de chaîne de sous-traitance. Nous parlons d'entreprises qui, dans le cadre de la liberté de décider comment s'organiser pour travailler dans les meilleures conditions, ont déterminé à qui elles devaient faire appel. C'est aussi parce qu'il s'agit de compétences très élevées. Lorsqu'il y a eu externalisation, dit

le directeur, c’était pour garantir la meilleure qualité possible. Une explication qui ne satisfait pas les syndicats.

NOUS SOMMES EN FACE D’UN CARNAGE DÛ À LA SOUS-TRAITANCE.

C’est aussi vrai pour Suviana que pour les décès survenus sur le chantier d’Esselunga à Florence il y a un mois. Là, il y avait de la sous-traitance en cascade et du travail au noir. Ici, il y a clairement des contrats de sous-traitance et même des retraités au travail« . C’est ce que Michele Bulgarelli, secrétaire général de la CGIL de Bologne, a déclaré au Manifesto. Au lieu d’une minute de silence, il a demandé »une minute de bruit pour faire entendre notre colère« . »Le fait que près de deux jours après l’accident, la situation contractuelle des travailleurs concernés ne soit pas encore tout à fait claire démontre, pour le moins, une attitude réticente de la part d’Enel".

Les enquêteurs ont également évoqué la sous-traitance, promettant de faire toute la lumière (« mais la sous-traitance en soi n’est pas le problème », a déclaré le procureur Giuseppe Amato) et Stefano Bonaccini, président de la Région, s’est exprimé plus timidement. L’évêque de Bologne et président de la Conférence épiscopale italienne, Matteo Zuppi, a également pris la parole depuis la tribune : « La sécurité n’est pas un coût, ce n’est pas un luxe mais un devoir, un droit inaliénable pour chaque personne. La sécurité exige des investissements », a-t-il poursuivi, « lorsque la sécurité est considérée comme un coût inutile, cela signifie que nous sommes irresponsables », a-t-il conclu M. Zuppi sous les applaudissements.

BOLOGNE A FAIT CE QUE SAIT FAIRE BOLOGNE, en se mobilisant autour des victimes, de leurs familles et de tout le secteur« , a poursuivi M. Bulgarelli. »Au niveau local, nous nous porterons certainement partie civile dans les procès à venir concernant la centrale de Bargi. Au niveau national, nous serons à Rome le samedi 20 pour manifester avec l’Uil pour la défense de la santé publique. Et puis il y a les manifestations de printemps : le premier mai et le vingt-cinq avril. Pour la CGIL, il s’agit cette année de « d’occupation des places pour porter le référendum sur la sécurité au travail ».

L’une des trois questions que le syndicat souhaite soumettre aux urnes concerne la responsabilité solidaire du donneur d’ordre dans les contrats. Cela signifie que pour ce qui se passe sur le lieu de travail, l’entreprise commanditaire est également responsable, et pas seulement l’entreprise à laquelle il a été confié en dernier ressort. « Si nous avions déjà gagné cela, je ne pense pas qu’Enel aurait éludé aussi facilement les questions. »

Lorenzo Tecleme, *Il Manifesto*

P.-S.

• Traduit pour ESSF par Pierre Vandevoorde.

Source : *Il Manifesto*. Edizione del 12 aprile 2024 :
https://ilmanifesto.it/bologna-fa-rumore-per-i-suoi-morti-basta-insicurezza